



Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Le Secrétaire général
01 55 82 83 06
cabsq@cgt.fr

Montreuil le 1^{er} avril 2019

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis plusieurs semaines, votre gouvernement ne cesse par ses déclarations ou par des mesures législatives de remettre en cause les libertés individuelles et collectives, principalement celles de manifester. J'ai eu l'occasion de le rappeler à plusieurs reprises depuis 2016 à trois Premiers Ministres et cinq Ministres de l'Intérieur successifs. On ne peut faire l'amalgame entre un mouvement social et les manifestations qui l'accompagnent, avec les violences urbaines qui s'y déroulent en marge des cortèges. Nous avons toujours condamné sans réserve ces violences, vous le savez. En 2016 déjà, certains dans la majorité politique de l'époque comme dans les rangs de l'opposition, dont vous étiez, accusaient la CGT et ses « gros bras » de complicité avec les casseurs.

Nous dénonçons également des violences policières et l'utilisation d'armes comme les LBD, une répression qui va jusqu'à des situations humiliantes comme celles qu'ont vécu des jeunes alignés à genoux et les mains liées. Il ne s'agit pas de stigmatiser une profession et les fonctionnaires de police, même si des excès de zèle peuvent exister, mais bien de mettre en avant les incohérences des consignes qui leur sont données ou tout simplement le manque d'ordre de leur hiérarchie que sont les préfets et leur ministre de tutelle. J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de le vérifier.

Ces derniers jours, ces attaques contre le mouvement syndical, et singulièrement la CGT, a franchi un cap inquiétant et inadmissible. Votre Ministre de l'Intérieur vient de porter plainte contre un syndicat CGT, et un député des Bouches du Rhône de votre majorité vous demande purement et simplement de dissoudre la CGT. La dernière fois qu'une telle demande a été faite, c'était en 2016 et elle venait du Front National.

Nous pensons qu'il est de votre responsabilité, comme celle du président de la République d'ailleurs, de faire cesser ces attaques et ces insultes contre la CGT. Le débat démocratique et la contestation sociale ne se règle pas de cette façon et surtout pas par la répression ou la censure.

Seule la satisfaction aux nombreuses revendications dont nous sommes le relais depuis votre nomination permettra de répondre à l'urgence sociale.

Recevez, Monsieur le Premier ministre, mes salutations distinguées.



Philippe MARTINEZ
Secrétaire général de la CGT